

Festival International de Géographie

Saint-Dié des Vosges

2-5 octobre 2008

Compte-rendu

Thème:
Entre guerres et conflits, la planète sous tension

Pays invité: Japon

SOMMAIRE

Séance inaugurale du FIG	p. 4
« Le Japon est-il fini ? »	p. 6
Présentation du site EDUGEO	p. 9
« L'arc des conflits : quelles logiques de guerre ? »	p. 10
« Enseigner la France et ses territoires »	p. 12
« Californie, Japon : deux aires de puissance »	p. 14
« Les conflits de la faim »	p. 15
« L'actualité du développement durable »	p. 18
« Approche géographique de l'enseignement du développement durable »	p. 20
« Agriculture et développement durable, nourrir les hommes »	p. 21
« Des guerres de l'eau ? Un concept à manipuler avec prudence »	p. 24
« Chine, géopolitique d'une puissance asiatique »	p. 27
« La mondialisation, source de nouvelles tensions ? »	p. 30
« Les Etats-Unis, gendarmes du monde ? »	p. 31
Séance de clôture	p. 33

Plusieurs films longs métrages à visionner sur le pays invité dont :

L'île nue de Kaneto Shindô, 1960

L'histoire se déroule dans l'une des minuscules îles de l'archipel japonais où une famille réside, seule, dans le plus grand dénuement. Jour après jour, les parents et les deux garçonnets répètent les mêmes gestes dans le but de mettre en valeur cette île pentue à la terre sèche, quasi inculte et dépourvue d'eau douce. Plusieurs fois par jour, les parents se rendent en barque à pagaie sur l'île la plus proche pour y récupérer l'eau douce qui sert à réaliser les cultures en terrasse nécessaires à l'alimentation de la famille. Pendant ce temps, l'un des garçons va à l'école, l'autre pêche tout seul aux alentours de l'île.

Ce film sans parole est une poétique de la répétition, montrant inlassablement les mêmes gestes, les mêmes labeurs des parents, montrant la pénible vie d'une frange de la population japonaise mais aussi l'absence de déterminisme naturel.

Séance inaugurale du FIG

Intervention de **Christian PIERRET**,

Président fondateur du Festival

Maire de Saint-Dié des Vosges

Ancien Ministre de l'Industrie

Jeudi 2 octobre 2008, 18h

Introduction au thème du FIG : Entre guerres et conflits, la planète sous tension

Depuis la fin de la Guerre froide, les penseurs exprimaient le sentiment d'être sortis de la logique de la guerre. La croyance dans la démocratie et le triomphe du capitalisme amenaient à repenser le monde, sous la forme de relations sereines, presque plates. Pourtant, l'on constate un retour de la guerre qui naît et se nourrit de la « peur collective. » Ce ne sont pas tant les conflits que « l'angoisse du conflit » qui crée les tensions au cœur desquelles apparaît la « peur de l'Autre. » Citons la partition de Chypre, les velléités d'indépendance au Tibet, les agissements des FARC, les conflits ethniques en Afrique, religieux au Proche Orient, la piraterie en mer : l'insécurité est mondiale !

« La somme de ces petits enjeux localisés devient ainsi plus dangereuse que la menace nucléaire. » De plus, la guerre d'aujourd'hui prend une autre forme : c'est une guerre où le sang ne coule plus, une guerre propre liée à la modernité.

Avec cette dernière, apparaissent d'autres facteurs de conflits, trois en tout :

- de nouvelles logiques de conflits,
- une perte de sens des frontières devenues poreuses, imprécises, mouvantes,
- l'apparition de menaces globale.

Aussi les nouvelles dynamiques de conflits sont-elles multiformes :

- bancaires (surprimes),
- alimentaire,
- commerciales,
- écologique (problème de l'eau),
- idéologique (anti-occidentale ou anti-américaine),
- religieuse,
- énergétique (activisme récent de la Chine en Afrique afin de couvrir ses besoins en matières premières.)

Plus encore, aujourd'hui, guerres et conflits sont dématérialisés : avec Internet, on peut parler d'instantanéité de la menace (un krach boursier fait effet boule de neige dans le monde entier à la seconde près.)

De ce triste constat émerge une évidence, celle du besoin réel d'un cadre régulateur, d'une gouvernance mondiale pour gérer les problèmes urgents.

Alors qu'il y a une trentaine d'années, Yves Lacoste disait que « La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre », aujourd'hui, une chose est sûre : pour préserver l'avenir du monde, elle doit aussi servir à préparer voire à faire la paix !

« Le Japon est-il fini ? »

Philippe PELLETIER, professeur à l'Université de Lyon

Vendredi 3 octobre 2008, 9h – Plan National de Pilotage (PNP)

Il n'est pas aisé de traiter convenablement le thème du Japon car :

- il faut commencer par attirer l'attention des jeunes esprits sur un pays lointain où ils n'iront sûrement jamais
- beaucoup d'idées reçues persistent sur cet espace (cf. Stupeurs et tremblements d'A. Nothomb concernant notamment le monde du travail),
- cet Etat a un rapport particulier à l'histoire, sa propre histoire avec une réflexion « anhistorique » (=choix des éléments mémoriels dont un vivant ou un peuple ont besoin pour vivre sainement et qui comportent une part d'indifférence ou d'ignorance),
- persistance de vieux clichés empreints de déterminisme tel celui du « Japon de l'Envers » et du « Japon de l'Endroit » avec un envers, situé côté mer du Japon qui serait arriéré. Pourtant, il n'y a pas que le littoral de la mer du Japon qui soit un espace « reculé ». Les manuels véhiculent aussi des idées exagérées comme l'entassement supposé dans le port de Kobé (c'est comme si on évoquait la géographie de la France à partir de l'étude de Monaco !)

La puissance japonaise n'est pas une puissance finie ?

1. Hard power

C'est encore la 2^{ème} puissance économique mondiale avec :

- des réserves monétaires considérables,
- une balance commerciale excédentaire (échanges importants avec les Etats-Unis et l'Asie orientale),
- des investissements directs à l'étranger en Europe, aux Etats-Unis, aux îles Caïman (off shore, paradis bancaire) puis en Asie où ils sont croissants.

2. Soft power : influence grandissante de la culture : arts martiaux, manga, karaoké, sudoku...

Question de la finitude spatiale

49,7% du territoire japonais sont classés en zone « surdépeuplée », (dépeuplement, vieillissement) car 6,1% de la population y habitent soit 37 hab/km². Ainsi doit-on parler de peuplement contrasté : à la mégalopole s'oppose la ou les périphérie(s).

Un quart de la population a plus de 65 ans et cette part tend à dépasser celle des moins de 25 ans.

Le manque d'espace terrestre est flagrant : 337 000 km² mais seuls 28% sont déclarés constructibles. En revanche, la zone maritime est très vaste (50^{ème} rang en terme de surface terrestre mais 6^{ème} en terme de surface maritime) offrant des richesses halieutiques importantes mais aussi limitées.

Le pays est riche en eau douce (d'où développement de l'hydroélectricité dès les années 1960), en minerais (or, argent, charbon entre autres mais dont les filons ont souffert de la géologie régionale mouvementée, aussi l'Etat se lance t-il dans les importations qui sont encore moins onéreuses.)

Le modèle japonais est-il fini ?

Dans les manuels des années 1950, le Japon était présenté comme un pays sous-développé (cf. Yves Lacoste.) Son image était donc biaisée dès le départ.

Pourtant, très rapidement, dans le contexte de Guerre froide, le modèle japonais est montré au monde car sa réussite sert d'exemple aux pays communistes où tentés par le modèle (Chine, Corée.) On parle alors de miracle japonais.

L'homogénéité de la société était également observée de près ; certains la disaient même sans classe. Cependant aujourd'hui 85% de la population prétendent appartenir à la classe moyenne. De plus, la société souffre de la précarisation de l'emploi et des Sans Domicile Fixe (dans les espaces publics de la mégapole.) Quand les communes proposent un logement, les SDF qui ne sont pas tous chômeurs, refusent souvent car ils ne veulent pas réintégrer le système et prétendent vouloir rester libres.

Une identité uniforme ?

Depuis environ 30 ans, il y a un essor de l'immigration, essentiellement pour le travail dans les 3 K (salissant, pénible, dangereux.)

C'est une population d'origine coréenne, philippine, africaine mais aussi japonaise (descendants d'émigrés installés au Brésil ou au Pérou). Elle vit dans les grandes villes et la mégapole.

Cette immigration a créé une forme de rupture car avant il s'agissait essentiellement d'une immigration d'origine coréenne (86% des étrangers en 1982) ; ceux-ci ont connu pendant la Seconde Guerre mondiale des conditions de vie très difficiles (travaux forcés entre autres) et se sont vite lancés dans la marché noir qu'ils font perdurer aujourd'hui encore, y compris dans le domaine de la mafia (=Yakusa.) Les descendants d'émigrés japonais, quant à eux, connaissent des soucis d'intégration : ils parlent très mal la langue nationale et ont des traditions latino-américaines festives un peu trop voyantes et bruyantes.

Conclusion

Pourquoi parle-t-on de la fin du modèle japonais ?

- parce qu'il est inséré dans la globalisation où il est actif certes, par le biais de ses grandes entreprises, mais aussi assez passif dans la mesure où ses structures sont moins intégrées que celles des autres pays,
- parce que depuis le recul de l'idéologie communiste, il ne sert plus à rien d'évoquer le modèle ou le miracle japonais.

Cf. dernier numéro de TDC du Japon

Présentation du site EDUGEO

(collaboration Ministère de l'Education Nationale et IGN)

Groupe Inspection Générale : Michel HAGNERELLE, Bruno MELLINA

Parcours pédagogique, vendredi 3 octobre 2008, 11h30

Ce nouveau site en construction, enrichissement de Géoportail, répond à 2 objectifs :

- faire pratiquer la géographie de la France en utilisant les cartes topographiques, images satellites, photographies aériennes, croquis et systèmes d'information géographique simples.
- mettre des ressources de l'IGN au service des enseignants.

Il offre de nombreuses possibilités :

- un espace de partage entre enseignants, et entre enseignants et élèves,
- l'utilisation de SIG,
- des données téléchargeables.

Applications éventuelles :

- superposition d'échelles entre cartes IGN et photographies aériennes
- étude du réseau hydrographique, des réseaux de transports, des bâtiments
- visualisation de données en 3D (utile pour la découverte intuitive du relief),
- mesures directes sur écran,
- réalisation de dessins et construction de légendes sur l'écran,
- sauvegarde de croquis.

Exemple de séance applicable en classe de 1^{ère} : Exemple de Béthune

- Comparaison établie entre la photographie aérienne de Béthune et ancienne carte du territoire (fin XVIII^{ème}) où domine l'espace rural,
- Mise en évidence des différences : terrils, réseau ferroviaire, cités minières, espaces bâtis.
- Comparaison de cartes ancienne et récente par transparence suivie du « jeu des erreurs. »
- Conclusion : un espace en mutation, passage d'un pays noir à un pays vert.

Conditions d'utilisation :

- un ordinateur portable et un vidéoprojecteur ou un ordinateur par élève ;
- une connexion haut débit,
- un abonnement avec des identifiants enseignants et élèves (500 euros/établissement/an ou 0,5 euro/élève/an),

A noter : abonnement gratuit jusqu'au 31 décembre 2008

« L'arc des conflits : quelles logiques de guerre ? »

Table ronde avec, entre autres :

Bernard HOURCADE, Directeur Mondes Iranien et Indien

Roland POURTIER, Professeur Université Paris

Jean RADVANYI, Directeur du Centre franco-russe en Sciences Humaines et Sociales

Vendredi 3 octobre 2008, 14h

L'arc des conflits est la région qui s'étend entre les terres européennes et la grande Chine.

Les questions qui émergent d'emblée concernent la nature même de ces conflits :

- instrumentalisés par d'autres ?
- locaux ?

1) L'arc caucasien

La guerre de l'été 2008 en Georgie n'est pas une surprise car les foyers de tensions étaient déjà vivaces au Caucase.

Les conflits caucasiens sont tous liés à des décisions anciennes :

- soit prises pendant la période stalinienne,
- soit relatives à des découpages réalisés après la Seconde Guerre mondiale.

Certains ont éclaté avant la dislocation de l'URSS -même si celle-ci a été pacifique- car ils exprimaient la volonté de certaines minorités de se dégager de tutelles oppressives (russe ou encore géorgienne.) D'autres ont été instrumentalisés par Moscou qui aidait les intéressés dans le but d'affaiblir les Etats nouvellement indépendants. Ces conflits ont été gelés entre 1992 et 1994 même si les tensions ont persisté.

* Cas de la Géorgie :

Les Géorgiens se seraient « auto-intoxiqués » car, subissant les agissements des Russes qui jouaient avec les minorités, ils se sont enfermés dans la logique américaine de pression sur la Russie (surarmement de la Géorgie et volonté de la faire entrer dans l'OTAN.)

L'invasion de l'Ossétie du Sud par la Géorgie a été l'occasion, pour la Russie, de réagir fortement face à ces pressions. A travers ces agissements, le message envoyé aux Etats-Unis est clair : ils ne peuvent faire chez les autres ce qu'ils ne supportent pas chez eux !

2) Inde et Asie du Sud

Quelques points chauds émergent :

- Le Cachemire :

Il représente un souci majeur entre l'Inde et le Pakistan depuis la partition de l'Empire britannique en 1947. (En ce sens, il peut être reproché à Londres de ne pas avoir quitté des espaces pacifiés.)

En effet, la majorité de la population du Cachemire est musulmane, ce qui explique que le Pakistan le réclame même s'il tient un discours assez hypocrite (sic) selon lequel il ne souhaite que respecter la volonté des habitants du Cachemire. Il est à noter que, dans le contexte d'émergence de puissances asiatiques, la Chine a compris que son soutien au Pakistan serait un moyen d'affaiblir la puissance de l'Inde, grande concurrente, sur l'Asie.

- L'Afghanistan

Il était jadis décrit comme un trou noir entre les grands empires Perse, Chinois, Mongol et Britannique puis a été considéré comme une porte et/ou comme un obstacle pour l'accès de l'Empire russe vers les mers chaudes.

En 1979, Moscou envoie ses troupes dans le pays afin d'y sauvegarder le régime en place. C'est une instrumentalisation flagrante de l'Afghanistan qui devient un point de rupture possible dans l'équilibre de la Guerre froide. Le mouvement national afghan est alors présenté comme une forme de djihad contre les rouges.

A noter : liens importants entre les conflits de cette région puisque le Pakistan veut éviter sa prise en tenaille entre l'Inde et un régime pro-indien à Kaboul ; aussi utilise-t-il les combattants musulmans du Cachemire et de l'Afghanistan à ses propres fins.

3) Iran et pays émergents

L'Iran est un des pays émergents de la zone car :

- il possède du pétrole, c'est donc un argument pour agir au niveau mondial,
- l'islam dans sa version chiite y est majoritaire, comme dans la région ; il a donc aussi un rôle à jouer au niveau régional,

Les conflits autour de l'Iran résultent du fait que les grands pays n'acceptent pas que les pays de « l'Axe du Mal » (sic) émergent. Cela explique la guerre Iran-Irak contre une révolution iranienne chiite qui voulait soit disant s'étendre à toute la région. Les Etats-Unis ont donc, sous d'autres prétextes, armé l'Irak contre l'Iran.

Aujourd'hui se pose également le problème du nucléaire iranien (en sachant que tout pays qui fait du nucléaire civil possède forcément une annexe à d'autres desseins.) Ce pays est dit « fou », prêt à « rayer Israël de la carte » mais c'est sans prendre en compte la réalité : c'est la France qui l'a aidé à déployer son industrie nucléaire et comme tout pays émergent, il a la volonté d'améliorer son sort.

4) Proche-Orient (Méditerranée, Syrie, Golan...)

« Enseigner la France et ses territoires »

Groupe d'Inspecteurs généraux :

- **Michel HAGNERELLE**
- **Laurent CARROUE**
- **Bruni MELLINA**

Parcours pédagogique, Vendredi 3 octobre 2008, 15h

1) Un bilan de l'enseignement de la France et de ses territoires peu satisfaisant :

Nos élèves semblent mieux formés à la connaissance de la géographie de certains Etats du monde qu'à celle de la France.

A la fin du collège, les épreuves de DNB permettent d'établir un bilan à un premier niveau.

- L'épreuve des repères est moyennement à correctement réussie (grandes agglomérations, régions administratives, DOM et TOM) même si les exigences sont assez modestes car les cartes proposées présentent des points bien identifiés.
- La localisation de la région administrative où vit l'élève est satisfaisante mais pas celle des autres régions.

Au lycée, les soucis sont amoindris mais perdurent encore et ce, même après les études universitaires chez ceux qui se destinent au professorat.

Dans les cahiers de textes des classes de 4^{ème} et de 1^{ère} où la France est au programme, les études régionales sont souvent sacrifiées, tout comme celles d'un territoire local.

2) Les origines du problème

- Si la géographie de la France est mal enseignée, c'est que l'histoire l'est aussi : les enseignants consacrent trop de temps à cette dernière. Il n'y a donc pas de parité de temps entre les deux.
- Les enseignants ont pris l'habitude de traiter le programme dans l'ordre où il est écrit
- L'étude de la France n'est jamais au programme des classes d'examen où elle ferait l'objet d'efforts plus importants de la part des enseignants.

3) Les solutions apportées

La réforme des programmes doit aider à restituer la France comme objet à la place qu'elle mérite dans l'enseignement de la géographie. Par conséquent, elle propose :

- le renforcement de la place de la France à chaque niveau d'enseignement (primaire, secondaire, CPGE, et même concours enseignants),
- le thème de la France dans les classes d'examen (cf. Bac Pro 3 ans),

- un changement dans la manière d'aborder la question : il ne sera dorénavant plus nécessaire de passer par l'étude préalable de l'Europe pour étudier la France (invitation à la contextualisation de chaque échelle de la France dans l'espace européen ou mondial)
- l'étude des cartes qui se redessinent doucement avec l'apparition des nouveaux niveaux de maillage du territoire (communautés de communes...)

Les nouveaux programmes permettent de mettre la France en position d'être traitée plus clairement car les déséquilibres au détriment de la géographie sont inadmissibles (ils seront d'ailleurs pris en considération lors des inspections.)

« **Californie, Japon : deux aires de puissance** »

Présentation d'ouvrages par leurs auteurs sous la direction de Jacqueline JALTA, IA Paris
Parcours pédagogique, Vendredi 3 octobre 2008, 16h30

La notion d'aire de puissance est aujourd'hui centrale dans les programmes. L'aire de puissance n'est pas seulement un Etat, c'est une région ou un ensemble de régions... en tout cas, un espace géographique étudié pour son poids économique, politique, militaire mais aussi pour son rôle de centre d'impulsion de l'économie mondiale. C'est aussi une notion à étudier sous un angle spatial.

1) *Atlas de la Californie*, Gérard DOREL, éditions Autrement, 2008.

Atouts :

- Il fait le point à l'échelle régionale sur la puissance californienne.
- Il propose des études de cas (agro-business, immigration...)

2) *Atlas du Japon*, Philippe PELLETIER, éditions Autrement, 2008.

Sommaire :

- I. Les héritages territoriaux.
- II. Atouts et contraintes du milieu.
- III. Une société composite.
- IV. La mégalopole.
- V. Tokyo, ville mondiale.
- VI. Les périphéries.
- VII. Le Japon, une puissance.

Atout : cartographie des données communales récentes du Japon après numérisation.

A noter : une cartotheque est en accès libre sur le site des éditions Autrement.

« Les conflits de la faim »

Conférence de **Sylvie BRUNEL**, Professeur des Universités

Vendredi 3 octobre 2008, 17h45

Les émeutes de la faim (Cameroun, Egypte) au printemps 2008 mettent ce sujet au cœur de l'actualité. Mais sont-ce des famines réelles ?

La plupart du temps, ce sont des manifestations du mécontentement de populations urbaines confrontées à la cherté de la nourriture (50 à 60% du budget des ménages dans les pays du Sud.) Cependant, relativiser le terme de famine, ce n'est pas le nier... Il faut en fait distinguer la famine, produit politique, et la malnutrition, c'est-à-dire l'état des consommateurs n'ayant pas les moyens d'acheter leur nourriture (cas de malnutrition en Haïti après les 4 cyclones de 2008, en Corée du Nord en faillite complète depuis que la Chine a mis fin à son aide, en Somalie et Ethiopie.)

Selon la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 75 millions ces dernières années (retour au niveau des années 1970 !). De plus, la faim est souvent aggravée par la guerre et les déplacements de population entraînant la perte des terres donc des ressources (cf. Afghanistan, Irak, Colombie, Tchad, Burundi, Soudan.)

Au XX^{ème} siècle, on a pu observer beaucoup de famines politiques à l'encontre de minorités ethniques ou religieuses privées par le pouvoir en place. Aujourd'hui, le risque n'est-il pas de voir apparaître les famines « néo-malthusiennes » dans la mesure où la question des disponibilités alimentaires est de plus en plus aiguë et renforcée par la notion nouvelle de développement durable qui prétend qu'il n'y a pas d'espace de rechange, que la Terre est un espace fini ?

Quel est le devenir de ce monde de plus en plus crispé autour des questions alimentaires :

- question des affrontements autour des biocarburants,
- question des OGM : peuvent-ils servir à améliorer les conditions alimentaires ?
- conflits fonciers pour l'usage des terres,
- soucis des disponibilités alimentaires : peut-on produire plus, et où ?
- question des réserves en eau,
- alimentation de pays géants comme la Chine et l'Inde,
- problème de l'Afrique où croît la malnutrition,
- exacerbation des tensions liées au risque climatique,

Les émeutes de la faim de 2008 s'apparentent aux crises frumentaires classiques sous la Révolution française : un volant de paysans qui sont mal rémunérés et s'endettent à cause du sacrifice des politiques agricoles au profit de l'industrialisation et de l'urbanisation mais aussi à cause du plan d'ajustement structurel du FMI (à partir des

années 1980-1990, émergence de l'idée selon laquelle le marché est le meilleur régulateur de prix donc élimination du filet de sécurité.) Ainsi les paysans sont-ils plus vulnérables, surtout quand plusieurs années de mauvaise récolte viennent s'ajouter à cette situation. On assiste alors à une « décapitalisation » des paysans, c'est-à-dire qu'ils vendent leurs biens et terres et vont grossir la ceinture de pauvreté des villes où ils doivent désormais acheter leur nourriture.

Depuis les années 1960, les gouvernements des pays du Sud ont pris l'habitude d'user des prix bas des marchés mondiaux (liés à la surproduction des pays du Nord) pour s'approvisionner en se détournant de la production interne. Conséquence : le renforcement de l'exode rural et donc les émeutes de la faim des années 1980-1990.

Aujourd'hui, on assiste à la conjoncture d'un certain nombre de phénomènes :

- mauvaises récoltes dans les grands pays céréaliers (Australie, Argentine, Etats-Unis),
- flambée du cours de pétrole donc augmentation du coût des transports et des intrants à base de pétrole,
- flambée spéculative sur les matières premières,
- utilisation par les Etats-Unis des agro-carburants afin de baisser les importations en pétrole,
- demande constante en alimentation.

Même si la disponibilité mondiale est théoriquement suffisante, les populations ne peuvent se payer la nourriture malgré l'existence d'entrepôts remplis ! De plus, au niveau national, des Etats arrêtent leurs exportations de riz (Viet Nam, Thaïlande...) pour le réserver à leur population. Tout ceci explique l'inquiétude mondiale et les prévisions pessimistes de la FAO ou de la Banque mondiale qui prétendent que la nourriture risque d'être durablement chère alors que les prix baissent grâce aux bonnes récoltes et à la diminution récente du prix du pétrole.

Pour combattre la crise alimentaire, il faut mobiliser la production interne et lâcher les stocks de sécurité sur le marché, combattre les spéculations et inciter les paysans à produire ; tout cela entraînera la baisse des prix. Cependant, la peur de manquer est aggravée par les conflits d'usage des territoires.

La peur de manquer existe alors que :

- les réserves de productions existent (les jachères font augmenter les prix),
- les terres non cultivées représentent environ 700 millions d'hectares en Afrique et en Amérique selon la FAO,
- les hommes ont la capacité d'agir sur les rendements,
- les producteurs ont la possibilité de lutter contre les pertes et gaspillages (ravageurs, mauvaise conservation...)

D'aucuns diront que certains terroirs sont abîmés par les intrants, que les nappes d'eau se dégradent ... d'autant que la notion de développement durable est de plus en plus à la mode et provoque des inquiétudes plus grandes que par le passé.

A cela s'ajoutent les conflits d'usage (entre paysans et acteurs du tourisme ou réserve de biodiversité ou autre) ; c'est pour cela que les superficies protégées croissent (cf. fronts pionniers aux marges de l'Amazonie où conflits entre petits paysans et grandes entreprises qui s'accaparent les terres pour l'élevage ou la production de biocarburants.)

Se pose donc ici le problème des régulations étatiques qui ne sont possibles que lorsque des réformes agraires ont eu lieu, mettant en place des moyens de sécuriser les petits propriétaires sur leurs terres. Citons ici l'exemple du Zimbabwe, ancien grenier à maïs de l'Afrique australe où la réforme agraire a abouti au don des terres cultivables aux partisans du gouvernement qui ne sont pas des paysans et donc à un véritable désastre. A contrario, l'on peut évoquer le cas de Malawi où la réforme agraire est une réussite puisqu'il est passé du stade de pays totalement dépendant à celui de pays fournisseur.

En 2050, le nombre d'hommes sur Terre s'élèvera à 9 milliards, il va donc falloir multiplier par deux la production céréalière pour que l'offre alimentaire soit suffisante et que même les pauvres y aient accès. Cela suppose donc que l'on relativise l'idée qui court selon laquelle la « capacité de charge » de la Terre soit atteinte, et que l'on croie en la capacité qu'a l'être humain de mobiliser le progrès technique pour relever un défi (savoirs paysans remplaçant les intrants ou combinés à eux.)

Il est nécessaire de revenir à la « souveraineté alimentaire » dont parle la Confédération paysanne c'est-à-dire à un Etat souverain qui domine son agriculture et décide de son devenir ; les problèmes, quels qu'ils soient, doivent être réglés à l'échelle locale.

Les moyens d'éviter les crises de la faim seraient donc les suivants :

- recourir à une activité productiviste pour nourrir le plus grand nombre, mais aussi à une agriculture des petits paysans au niveau des terroirs,
- assurer la qualité (pas le lait chinois contaminé à la mélamine !)
- garantir des prix raisonnables.

En somme, la résolution des conflits de la faim passerait par une place meilleure et sécurisée donnée aux paysans ; la résolution des conflits de la faim serait synonyme de revanche des paysans !

« L'actualité du développement durable »

Présentation réalisée par : - **Jacqueline JALTA**, IA Paris

- **Yvette VEYRET**

- **Marie-Christine FERRANDON**, Dir. CRDP Amiens

Samedi 4 octobre 2008, 9h

Depuis 2004, les enseignants ont une obligation d'éducation au développement durable. Ce dernier est d'ailleurs le fil directeur du nouveau programme de 2^{nde} en Bac Pro 3 ans.

En 5^{ème} comme en LP, il propose 3 dimensions :

- les hommes,
- la question des inégalités des conditions de vie et de richesses à différentes échelles,
- le rapport entre les sociétés et les ressources à travers l'aménagement et la préservation des paysages et des ressources.

Selon Y. VEYRET, cette question est éminemment politique et idéologique donc se pose la question de savoir exactement comment l'enseigner. C'est dans ce contexte que les études de cas prennent toute leur importance, qu'elles permettent d'illustrer les différentes idées ou thématiques au programme :

- la société peut être étudiée à travers les inégalités de peuplement, la question alimentaire, la question de l'éducation,
- la durabilité peut être analysée à travers la question de l'eau, de la gestion des ressources énergétiques ou de certains milieux comme la montagne ou les littoraux

Il faut bien avoir en tête qu'il est du devoir de l'enseignant de former les élèves à une éducation citoyenne, certes, mais sans les culpabiliser. Il faut bannir le catastrophisme qui est contre-productif en terme psychologique. En effet, le développement durable ne revient pas à faire le triste constat d'une situation dite irréparable : c'est un moyen de mieux vivre... Il faut mettre l'accent sur les éléments qui ne vont pas et surtout dépasser la seule dimension de la protection de la nature car le développement durable doit traiter d'abord des hommes. Faire du développement durable c'est aider les hommes à vivre et surtout à mieux vivre !

Il est également impératif de réfléchir à la manière dont les régions, villes, communes... inventent leur développement durable (agenda 21, « quartiers durables », politique nationale ou européenne pour la protection des espaces sensibles, politiques étatiques chinoise ou étasunienne.)

A noter : le dernier Atlas de la revue *Science et Vie* ne doit pas être exploité avec les élèves car il présente erreurs scientifiques et une certaine forme de catastrophisme...

Le **site du CRDP d'Amiens** abrite le Pôle National de Compétences pour le développement durable. Il propose des fiches thématiques, des cartes, l'actualité des publications, des activités pédagogiques. Il est en attente de contributions...

A noter : sur le thème du développement durable, lire les ouvrages de :

- Yvette VEYRET, Le développement durable.

- Sylvie BRUNEL (Développement durable en QSJ ? , A qui profite de développement durable ?)

ou encore consulter la *Documentation photographique* de 2007.

« Approche géographique de l'enseignement du développement durable »

Parcours pédagogique, Présentation d'ouvrages, Samedi 4 octobre 2008, 10h

1) *Atlas des développements durables*, éd. Autrement (plus de 30 contributeurs dont Paul ANOULD, Yvette VEYRET...)

- I. Un monde inégalitaire
 - a. Dans la satisfaction des besoins
 - b. En matière de territoire
- II. La durabilité
 - a. En matière de ressources
 - b. Dans les activités
 - c. En matière d'aménagement
- III. Du global au local
 - a. Conventions à l'échelle mondiale
 - b. Conventions transfrontalières
 - c. Conventions à l'échelle locale
 - d. Mise en œuvre du développement durable

2) *Dictionnaire de l'Environnement*, éd. Armand Colin (plus de 40 contributeurs)

L'environnement y est vu par les géographes car il est trop souvent pris au sens de l'écologie alors que, pour les géographes, l'environnement est une interface nature/société.

« Agriculture et développement durable, nourrir les hommes »

Conférence de **Jean-Paul CHARVET**, Professeur Université Paris

Samedi 4 octobre 2008, 11h15

L'agriculture durable n'existe pas, il faut parler **des** agricultures durables. Pour faire simple, l'agriculture durable est le contraire de l'agriculture productiviste. Cependant, il faut sauver la Terre tout en assurant l'alimentation des 6 milliards de personnes qui y vivent (rappel : en 1998, 800 millions de personnes souffraient de sous-nutrition chronique ; en 2008, 925 millions sont concernées tandis que 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition.)

La production mondiale de céréales en 2000 était de 2 millions de tonnes, aujourd'hui, elle est légèrement plus élevée mais il faut la diviser par le nombre d'habitants : le « terrien moyen » consommerait 330 kg/an... Si l'on veut maintenir le niveau de consommation actuel, il faudra produire :

- en 2012, 330 millions de céréales en plus puisqu'il y aura 7,5 milliards d'habitants
- en 2050, 990 millions de céréales en plus puisqu'il y aura 9,5 milliards d'habitants

L'agriculture biologique ne peut pas nourrir le monde car elle a des rendements de 30 à 40% inférieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle. De plus, lorsque l'on observe qu'à l'échelle mondiale, les superficies cultivées n'ont pas augmenté depuis 25 ans, l'on conclut que c'est la croissance des rendements qui est responsable de la hausse de la production (on perd autant de terres agricoles –par épuisement des sols- qu'on en gagne par défrichement, notamment dans le monde tropical.)

Au cours du XIX^{ème} siècle, la population double mais la croissance alimentaire est assumée par l'accroissement des terres cultivées ; aujourd'hui cela paraît peu réalisable !

La préoccupation nouvelle est de produire beaucoup plus et surtout beaucoup mieux ; la nécessité d'arbitrage paraît donc indispensable pour gérer :

- les 5 F : Food (nourriture pour les humains), Feed (nourriture animale), Fiber (fibre pour le textile), Fuel (pour le biocarburant) et Forest (forêt),
- les 2 M : Malthus (trop de monde pour si peu de ressources), Monsanto.

L'agriculture productiviste :

C'est une agriculture exclusivement soucieuse de performances productives et fondée sur des itinéraires techniques très simplifiés et appliqués partout sans se soucier des impacts éventuels sur le terroir. C'est elle qui a nourri et nourrit encore la planète. Elle utilise des races sélectionnées, des semences hybrides, des intrants d'origine industrielle (antibiotiques de croissance, produits phytosanitaires...), se base sur la motorisation donc elle aboutit à l'artificialisation croissante des milieux par le drainage, l'irrigation...

Les conséquences sont donc la progression des labours au détriment des prairies (donc étalement de l'érosion), la pollution par les produits industriels, la destruction des haies et la baisse très forte du nombre d'exploitations agricoles.

L'agriculture durable :

Selon le Réseau d'Agriculture Durable (RAD), c'est :

- la durabilité environnementale revient à utiliser moins de pesticides, gérer les écoulements...
- la durabilité économique revient à rendre l'agriculteur le moins dépendant possible (en amont : utilisation de son fumier au lieu des intrants, en aval : commercialisation directe de sa production) ,
- la durabilité sociale revient à assurer la qualité de vie de l'agriculteur en maintenant les emplois agricoles et ruraux pour maintenir les paysans sur leur terre,
- la dimension éthique grâce au commerce équitable ou à l'AMAP (association pour le maintien de l'agriculture paysanne où les citoyens s'engagent à acheter le panier de saison à l'agriculteur le plus proche et ce, de manière régulière.)

Quelques limites à l'utilisation exclusive des agricultures durables :

- l'absence ou le peu d'intrants entraîne la baisse des rendements ; le recours aux fermes plus grandes est donc obligatoire,
- PMPOA (= Programme de Maîtrise de la Pollution d'Origine Agricole) en France : programme intéressant et ambitieux mais ce système reste très sélectif car les investissements personnels pour la mise aux normes sont très importants.

Principales formes d'agriculture durable

- l'agriculture biologique très suivie au Mexique, en Italie, aux Etats-Unis et en Allemagne. Le problème est qu'elle demande beaucoup de travail et est très onéreuse (le désherbage mécanique coûte 10 fois plus cher que le désherbage chimique.) Aussi, seuls les pays riches peuvent-ils se lancer dans ce type d'agriculture (en vogue en Suisse.).

L'Autriche abrite le 1/3 des surfaces en bio de la planète devant l'Argentine car elle a des élevages très extensifs.

En 2006, le bio représentait 30 millions d'hectares soit 1% des terres agricoles de la planète.

Remise en cause partielle de l'agriculture productiviste

- il y a des formes d'agricultures productivistes qui sont de qualité soit 1/3 de la production française (Label, AOC) malgré l'emploi de produits phytosanitaires,

- « l'agriculture paysanne » prônée par la Confédération paysanne pour les campagnes vivantes.
- L'association FARRE (Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'environnement) qui recommande la réduction des intrants. Cela entraîne la baisse des coûts en intrants mais ceux en analyse du sol grimpent ! (les idées du FARRE ont été reprises pour partie par la PAC réformée de 2003, comme l'éco-conditionnalité des aides.)
- L'agriculture certifiée AHVE (=Agriculture à Haute Valeur Environnementale) soutenue par la FNSEA et qui tient compte des spécificités locales ;
- Certains disent aussi que les OGM sont une forme d'agriculture durable mais elle n'a pour l'instant, d'intérêt que pour les agriculteurs (puisque l'on ne connaît pas son impact sur la santé du consommateur)

Conclusion :

Il faut se méfier des discours alarmistes. Il y a des solutions, certes, mais elles sont diverses et il faut les faire cohabiter.

En somme, ce qui doit être durable, ce n'est pas l'écosystème, c'est l'agro système !

« Des guerres de l'eau ? Un concept à manipuler avec prudence »

Frédéric LASSERRE, Professeur Université de Laval

Samedi 4 octobre 2008, 14h

Les guerres de l'eau existent-elles vraiment ?

Les tensions autour de l'eau peuvent-elles aboutir à des conflits ? Lesquels ?

On parle de zones de stress hydrique quand les prélèvements sur la ressource excèdent 40% de la ressource totale disponible. On en retrouve en Afrique du Nord, au Moyen Orient, en Asie centrale mais elles risquent de s'étendre à l'Afrique du Sud, à la Chine...

1. Des exemples de conflits entre Etats

🚧 Guerre de 6 jours en juin 1967 opposant Israël à la Syrie, la Jordanie et l'Egypte.

Dès 1959, Israël décide unilatéralement de construire un aqueduc sur le Jourdain. Les pays arabes réagissent donc en construisant un canal de détournement du Haut Jourdain pour priver Israël de son approvisionnement en eau.

1964-1966 : tentative d'arrêt de la construction du canal donc exacerbation des tensions,

🚧 2002 au Liban : Israël menace le pays de représailles militaires en cas de mise en valeur du Wazzani.

🚧 Bassin du Nil : croissance des tensions entre l'Egypte qui exploite l'eau depuis des siècles et l'Ethiopie qui ne le fait pas encore.

1959 : Egypte et Soudan se partagent 100% du débit du fleuve alors qu'il y a dix autres pays autour du bassin.

Pendant longtemps, l'Egypte nie le droit de l'Ethiopie d'exploiter le Nil bleu en vertu de « droits historiques. »

Rhétorique belliqueuse de l'Egypte contre l'Ethiopie suivie de menaces armées.

1999 : « Initiative du Bassin du Nil » sous l'égide de l'ONU : quelques progrès car la discussion est engagée entre les deux pays mais ces négociations ne règlent pas le problème de l'eau.

🚧 Bassin du Tigre et de l'Euphrate :

1974 : mise en eau du bassin de Tabqa en Syrie sur le cours de l'Euphrate provoquant la mobilisation de Bagdad. Cependant, un arrangement est trouvé, la Syrie promettant à l'Irak de laisser passer un débit minimal.

1990 : mise en eau du barrage Atatürk dans le cadre du GAP. Exacerbation des tensions entre la Syrie et la Turquie mais le poids militaire d'Ankara (membre de l'OTAN, allié d'Israël) dissuade la Syrie d'attaquer.

1998 : la Syrie promet un débit minimal.

Conclusion partielle :

*L'eau n'est souvent qu'une des dimensions de la forte tension :

- l'existence même d'Israël était un problème,
- la revendication de la Syrie sur le Hâtai, province turque depuis sa cession par la France en 1939, en est un autre.

*Les trop nombreux gestes maladroits, unilatéraux renforcent les tensions.

*Les conflits ne visent pas à conquérir la ressource mais plutôt à empêcher l'adversaire de mener à bien ses projets (détruire un canal, en dissuader la construction.)

*Il est peu probable que des conflits éclatent pour conquérir l'eau car cela implique la conquête d'un territoire ou le transport de la ressource.

2. L'eau, facteur de paix ?

De nombreux conflits sont réglés ou gelés grâce à des négociations :

- accord syro-irakien de 1975 sur le débit minimal de l'Euphrate,
- traité de l'Indus en 1960 entre l'Inde et le Pakistan pour le partage des affluents indiens du fleuve avec financement de la Banque mondiale,
- traité israélo-jordanien de 1994 avec des clauses de coopération en matière hydraulique,
- accord entre l'Inde et le Bangladesh en 1996 pour les eaux du Gange.

Ces accords ont des limites car ils nécessitent une confiance mutuelle entre les signataires pour que la « paix grâce à l'eau » soit durable :

- 1994 : accord pour l'eau de l'Okavango entre Namibie et Botswana mais apparition des tensions en 1997,
- accord Inde-Bangladesh remis en cause par le Bangladesh qui estime avoir trop concédé,
- traité de l'Indus remis en cause en 2007 par l'Inde,
- convention de New York de 1997 pas encore entrée en vigueur à ce jour faute de ratifications (19 signatures manquaient en juillet 2007.)

Conclusion partielle :

De nombreux accords de règlement des litiges autour de la ressource ont été signés mais ce ne sont pas des garanties.

3. Des conflits internes ?

Ils sont nombreux, et souvent accompagnés de morts :

- incidents nombreux et sanglants au Kenya en 1999, 2001 et 2005 entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires (fleuve Tana),
- les problèmes du Darfour au Soudan sont considérés, par l'Union africaine, comme des conflits de partage de l'eau.
- Sri Lanka : affrontements en juillet 2006 pour le contrôle de canaux d'irrigation.
- Soucis autour du fleuve Cauvery en Inde du sud (mésentente entre Kerala, Karnataka et Tamil Nadu.)

4. Le danger des modèles conceptuels

*Le thème des conflits de l'eau est dominé par deux « concepts hégémoniques » et antithétiques (expression de J. TROTTIER, 2007) :

- le XXI^{ème} siècle sera le siècle des guerres de l'eau,
- les guerres de l'eau n'existent pas et donc ne se feront pas car l'eau est un facteur de paix,

*Il faut éviter le catastrophisme car :

- les conflits pour la seule ressource sont rares,
- la ressource est difficile à accaparer,

*Il faut cependant noter que le passé n'est pas garant de l'avenir car :

- explosion de la population donc des besoins en eau,
- baisse rapide des réserves hydrauliques dans certaines régions avec surexploitation des aquifères,
- limite du recours à « l'eau virtuelle : les gouvernements préfèrent acheter des céréales sur les marchés internationaux quand l'eau manque chez eux,
- généralisation des modèles de consommation occidentaux, incidence des changements climatiques,

CONCLUSION : Vers de multiples conflits locaux ?

Il y a une forte probabilité de conflits interétatiques seulement pour l'eau, essentiellement pour empêcher l'adversaire de mobiliser la ressource. En outre, les conflits locaux sont attisés par les acteurs politiques qui instrumentalisent les tensions.

En somme, les conflits locaux traduisent la rupture d'un équilibre local : désagrégation du lien social, scénario pessimiste de « l'anarchie à venir » de Robert KAPLAN.

Quelles sont les capacités d'adaptation des sociétés à des tensions croissantes sur la ressource ?

-

« Chine, géopolitique d'une puissance asiatique »

Conférence de **Thierry SANJUAN**, Professeur Université Paris

Samedi 4 octobre 2008, 15h15

🚩 Une puissance émergente

* Retour de la Chine sur la scène internationale depuis les années 1970.

- se présentait comme un mentor des pays en développement,
- reconnaissance de la République populaire de Chine par l'ONU en 1971,
- reconnaissance par les Etats-Unis en 1979 qui a pour stratégie de tendre la main à l'ennemi de son ennemi (l'URSS),

* bouleversements internes depuis le lancement de la « politique de réformes et d'ouverture » en décembre 1978 (= transition post-maoïste qui s'achève en 1992 avec la relance des réformes.) Cependant, l'ouverture est contrôlée par le gouvernement ; elle est géographiquement et sectoriellement choisie (1978-1992 : ouverture très contrôlée ; 1992-2001 : une puissance géopolitique et économique régionale ; 2001 : entrée à l'OMC et 2002 : réforme du Parti Communiste donc la Chine devient une puissance mondiale)

* Immensité du territoire : 9,7 millions de km².

Le pays est un monde (connaît tous les extrêmes en terme de relief, de climat) avant même d'être un Etat-Nation.

* Une masse continentale ramassée sur elle-même, au cœur de l'Asie pacifique, de l'Asie jaune, de l'Asie des rizières, de l'Asie de l'agriculture sédentaire. Elle connaît donc et participe à tous les enjeux géopolitiques de ce continent.

🚩 Etat et civilisation, socles d'une construction géopolitique

* 221 av. J.C. : création de l'Empire chinois donc de l'unité politique de la Chine qui était constituée de différents royaumes ou principautés. L'Empire devient un Etat créateur, promoteur, diffuseur des valeurs chinoises.

* VII^{ème} et VIII^{ème} siècles : exportation de ces valeurs vers le Japon, la Corée puis le Viet Nam.

* Aujourd'hui, on retrouve des instituts de Confucius un peu partout.

C'est un Empire renfermé sur lui-même avec une frontière symbolique qui est également une barrière mentale : la grande muraille.

🚩 D'un Empire universel...

* Implosion aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles causée par un boom démographique sans précédent, une crise économique et sociale et des révoltes provoquant l'affaiblissement du pouvoir central.

... à un Etat- nation

* A la fin de l'Empire, redéfinition nationaliste de la Chine avec, parfois, des dérives racistes.

* Au XX^{ème} siècle, échec des projets de modernisation à cause de la guerre civile, de la guerre contre le Japon, et des difficultés économiques et ce, malgré le Grand Bond en avant.

* Reconnaissance internationale dans les années 1970.

Une re-fondation contemporaine

* Transition post-maoïste après 1978 et limites de la politique de « réformes et d'ouverture. »

* Tournant de 1992 avec « l'économie socialiste de marché. »

* Internationalisation de la Chine (entrée à l'OMC en 2001, J.O. de Pékin en 2008, exposition universelle de Shanghai en 2010.)

Chine et Asie orientale

* La Chine passe d'une conception politique et culturelle à une perception économique de l'idée de pouvoir régional.

* L'ouverture économique de la Chine est principalement sino-chinoise (des Chinois à Taiwan, Macao, en Indonésie...) et sino-asiatique (d'abord avec le Japon.)

* La Chine reconnaît ses frontières dans les années 1990 alors qu'elle devient un des principaux pouvoirs et qu'elle a toujours nié ses frontières (avec l'Inde, la Russie, le Viet Nam.) En fait, la question se déplace au niveau des mers (pêche, hydrocarbures...)

* Choix d'un partenariat multilatéral : l'« Organisation de Coopération de Shanghai » est la seule institution impulsée par la Chine où les Etats-Unis ne siègent pas (elle a pour vocation de lutter contre le terrorisme, les séparatismes régionaux et de favoriser la coopération économique.)

* Rivalité avec le Japon : la Chine défend sa place de seul pays asiatique au sein du Conseil de l'ONU ; nouveaux partenariats (ASEAN...)

Taiwan, la fin d'une alternative

* « Taiwanisation » de la question insulaire et démocratisation politique dans les années 1980 : est-il envisageable que cette province devienne un Etat ?

* Peut-il y avoir alors plusieurs Etats indépendants de culture chinoise ? (la Chine le nie.)

* Peut-on envisager une réunification tacite et une complémentarité économique en faveur de la République chinoise ? (Taiwan a besoin du marché chinois)

* Taiwan redoute la bombe chinoise car, même équipé par les Etats-Unis, il perdrait une éventuelle guerre.

Quoi qu'il en soit, Pékin refuse que Taiwan proclame son indépendance car elle ne veut pas perdre la face.

Le face à face sino-américain

* Les Etats-Unis sont le rival choisi dans une stratégie de réémergence impériale (ils préfèrent encore les Japonais.)

Quelle puissance chinoise pour demain ?

* une conception autocentrée et relativiste du pouvoir : l'impossible deuil de la primauté impériale,

* un monde chinois globalisé, réparti sur les 5 continents et désormais réuni par le succès de la Chine continentale (investissements à l'étranger, banques et commerces chinois en pleine expansion, des Chinois ultramarins à nouveau séduits par la Chine continentale...)

* Peut-on envisager une superpuissance sans valeurs universelles, aidant demain à organiser un monde multipolarisé ? La réponse s'avère d'ores et déjà pessimiste... Toutefois, par son poids, elle peut peut-être faire changer les règles de l'OMC.

Conclusion : une nouvelle interdépendance entre la Chine et le monde

* poids nouveau de la Chine dans les institutions et les équilibres mondiaux,

* une croissance économique importante, des besoins énergétiques croissants,

* risque que la Chine devienne, par la force des choses, une puissance mondiale avec laquelle il va falloir compter ou dont il se peut que l'on dépende !

« La mondialisation, source de nouvelles tensions ? »

Table ronde organisée par **Antoine SPIRE**, journaliste *Le Monde de l'Education*

avec : - **François BOST**, Maître de Conférence Université de Paris

- **Laurent CARROUE**, IGEN
- **Pascal BONIFACE**, Directeur de l'IRIS
- **Christian PIERRET**, Président- Fondateur du FIG

Le point sur la question par François BOST :

Jamais le monde n'a été riche et pour autant, jamais il n'a été aussi inégalitaire malgré le recul du seuil de pauvreté.

La mondialisation est une dynamique porteuse de développement et de progrès malgré les nombreuses tensions à court, moyen et long termes.

1) A court terme :

- crise énergétique (pétrole),
- hausse vertigineuse du prix des matières premières d'où les émeutes de la faim dans les grandes villes,
- crise financière invraisemblable malgré les signes avant-coureurs dès 2007,
- morosité liée à la désindustrialisation (exemple de Renault qui licencie 4000 employés en France.)

2) A moyen terme :

- avènement des pays émergents qui apparaît comme une menace (exemple de la Chine), d'autant qu'ils savent investir dans les nouvelles technologies où les pays industrialisés pensaient rester maîtres,
- tensions autour des matières premières avec la prise de conscience de l'aspect épuisable de la ressource.

3) A long terme

- la dynamique démographique et ses tensions alimentaires,
- des tensions autour des énergies dont la consommation va augmenter d'environ 60% d'ici à 2030,
- tensions liées à la dégradation de l'environnement et au réchauffement climatique.

« Les Etats-Unis, gendarmes du monde ? »

Conférence débat avec :

- **Saïda BEDAR**, chercheur.
- Général **Christian DELANGHE**, Potomac strategies international.

Dimanche 5 octobre 2008, 9h

Le terme de « gendarme » revêt-il seulement un aspect policier et militaire ou bien faut-il également lui attribuer une dimension économique ?

Selon Mme BEDAR, un gendarme n'est pas un militaire, mais un agent qui doit assumer les fonctions de police et de prévention. Les Etats-Unis ne sont donc pas les gendarmes du monde mais uniquement de leurs propres intérêts. Cependant, étant donné que leurs intérêts sont globalisés, ils s'apparentent à ceux de la communauté internationale. Dans cette optique, les fonctions les plus évidentes de leur mission de gendarmes du monde sont les suivantes:

- l'interposition et le maintien de la paix (souvent sous mandat de l'ONU),
- l'intervention en cas de catastrophe naturelle majeure,
- l'initiative permanente de sécurisation (surveillance contre la prolifération des armes de destruction massive ou déploiement de douaniers américains dans l'ensemble des grands ports planétaires.)

La stratégie américaine est encore plus basée sur l'anticipation dans le cadre de l'émergence de nouvelles puissances. Ainsi, tous les déploiements géostratégiques ont pour horizon 2030 voire 2050. La volonté de domination des Etats-Unis se fait selon la notion de « préemption » : pour eux, cette sorte de position anticipatoire de maintien de présence sur 30 voire 50 ans a pour objectif la garantie du libre accès aux ressources. La préemption se traduit alors par des conflits mais aussi par la coopération, notamment dans les périphéries (bande allant de l'Amazonie à l'Asie du Sud en passant par le Moyen Orient et par une grande partie de l'Afrique. Toutefois, leur présence n'est pas garantie sur l'ensemble de la planète (notamment en Afrique où l'implantation à long terme semble très difficile à assurer.)

Le domaine militaire est prédominant dans la suprématie américaine car c'est le seul qui soit garanti pour les trente prochaines années tandis que le domaine économique est sérieusement concurrencé.

En gros, la stratégie américaine est de plus en plus limitée du fait de l'émergence de nations qui veulent s'affirmer en tant que puissances et étendre leur liberté d'action au sein de grandes aires.

Le général DELANGHE débute son intervention en revenant sur le fait qu'il n'existe pas de gendarmes aux Etats-Unis, l'expression « gendarmes du monde » n'a donc pas réellement de sens. Toutefois, si l'on veut vraiment l'utiliser, il faudrait dire que « les Etats-Unis s'apparentent plus à un gendarme mobile qu'à un gendarme départemental ..» Il faut rappeler la dimension mondiale et donc globale de leur stratégie. De plus, il faut bien constater que leur puissance militaire n'est pas une puissance terrestre, mais bien une puissance de renseignements, de commandement et une force aérienne et navale :

- un système de surveillance qui couvre le monde entier,
- un système de commandement avec des états-majors très puissants qui couvrent l'ensemble de la planète et dépassent même la puissance du corps diplomatique américain,
- une puissance navale et aérienne extraordinaire qui couvre d'abord leur immense territoire puis le reste du monde.

Les limites de la puissance américaine :

- une puissance terrestre qui est un point faible car le « gendarme américain » a du mal à occuper durablement le terrain : les forces armées ne vivent pas avec l'habitant du pays occupé, elles créent leur base militaire et lieu de vie « ex nihilo » et ne cherchent pas l'intégration,
- limite d'une doctrine brutale « on rentre, on détruit puis on reconstruit selon notre modèle » (elle ne fonctionne pas, par exemple en Afghanistan où les Talibans reviennent),
- un volume insuffisant (environ 500 000 hommes dans l'armée de terre),
- l'armée est essentiellement technologique donc quand un problème tactique se pose, la réponse est le bombardement (d'où le sentiment anti-américain dans les pays occupés),
- la manière dont les Etats-Unis montent et conduisent les coalitions est délicate et insuffisante.

Séance de clôture

Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Présidente du Festival 2008, spécialiste de la Russie
Christian PIERRET

Dimanche 5 octobre 2008, 14h30

Madame CARRERE D'ENCAUSSE dresse un portrait rapide du monde d'aujourd'hui qui serait un monde d'après guerre froide mais avec quelques nouveautés :

- des puissances émergentes,
- des instances internationales qui ne jouent plus leur rôle,
- des acteurs imprévisibles,
- la disparition de la stabilité géographique (lutte entre les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect des frontières),
- une interdépendance grandissante qui répercute les conflits à l'échelle mondiale.

Qu'en est-il de la Russie ?

- elle dispose de richesses énergétiques et minières importantes,
- ses caisses semblent pleines,

Malgré ces points forts, sa démographie est déclinante (elle perd 1 million d'habitants par an) et surtout, les ressources immenses qu'elle abrite ne sont pas situées là où est la population. Ainsi se pose donc le problème du manque de main d'œuvre pour une réelle mise en valeur du territoire. Selon l'intervenante, la réponse ne peut venir que de l'immigration :

- celle venue d'Europe ne semble pas intéressée,
- cela provenant d'Afrique semble quasi improbable pour des questions culturelles et climatiques.

Le seul pays dont la Russie peut attendre des immigrés est la Chine. Certes, l'immigration chinoise a déjà commencé mais, aujourd'hui, elle doit se faire dans le cadre d'une coopération : main d'œuvre contre partage relatif des ressources.

Aujourd'hui, pour la Russie, se pose également le problème de l'Arctique où elle a déjà planté son drapeau et où elle espère l'ouverture de nouvelles voies maritimes du fait du réchauffement climatique. (cf. Courrier International du mois d'octobre 2008.)

D'autres interrogations subsistent pour le pays, notamment celle de l'intégration à l'Europe dont elle veut faire partie depuis plus de dix siècles :

- ou bien on l'y accueille et tout se passe à peu près bien,
- ou bien on la rejette comme le souhaitent les derniers arrivés dans l'UE et l'on tourne le dos à une immense puissance devenant de ce fait « asiatique » avec toutes les conséquences supposées.

Selon Mme CARRERE D'ENCAUSSE, « nous sommes dans le temps des chances européennes, le tout est de les saisir » :

- l'UE est allée seule régler les tensions récentes au Caucase (Géorgie.)
- l'UE réfléchit à son évolution mais son élargissement à la Russie voire à l'Ukraine pourrait peut-être régler le problème prégnant des frontières mais aussi celui de la Turquie.

M. Christian PIERRET prend la parole afin d'annoncer le thème de la 20^{ème} édition du FIG en 2009, « La géographie de la mer », tout en commençant à l'introduire :

- 2/3 de la surface terrestre,
- mystère des profondeurs qui font encore l'objet de recherches scientifiques dont les géographes se saisissent aussi :
- les littoraux,
- la destruction des mers surexploitées (mer d'Aral),
- des espaces de circulation,
- des espaces historiques,
- des enjeux stratégiques (Malacca, Panama...),
- des zones de frictions,
- des réserves alimentaires,
- des réserves d'équilibre (biodiversité),
- des espaces pollués,

Comme à chaque nouvelle édition, le FIG invite et honore un pays, en 2009, c'est l'Espagne qui succèdera au Japon.